

Synthèse de l'année 2008

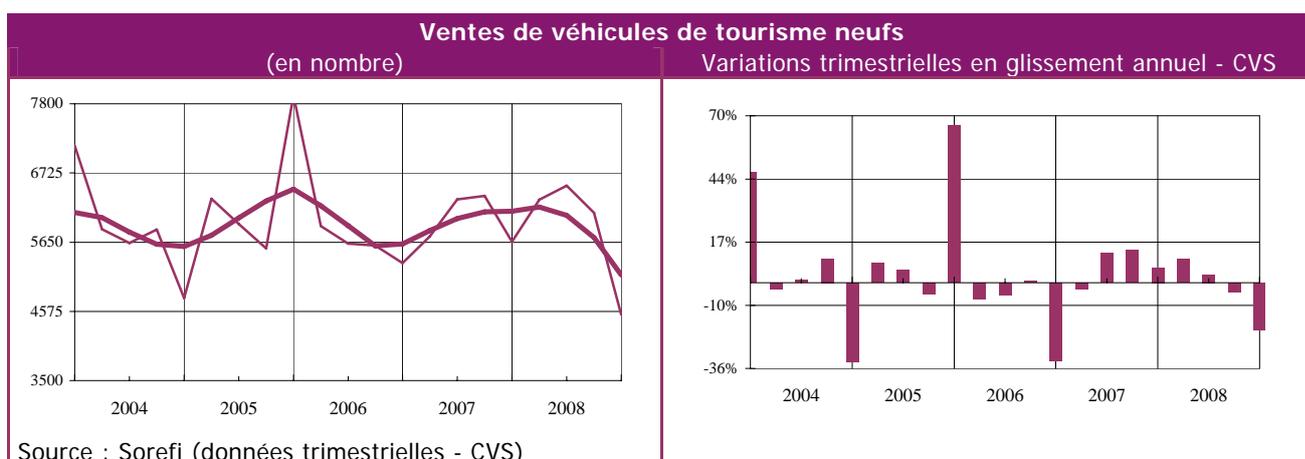
Après plusieurs années de croissance économique soutenue, l'exercice 2008 a été marqué au second semestre par une inflexion brutale liée à la conjonction de facteurs tant externes qu'internes : aux premiers rangs figurent les incertitudes relatives au projet de Loi pour le Développement Economique de l'Outre-mer (LODEOM) et la fin programmée de grands travaux publics d'équipement qui ne sont pas immédiatement relayés par un nouveau train de commande publique.

La consommation et l'investissement des ménages ont bien résisté, en dépit d'une dégradation du marché de l'emploi et d'une inflation élevée ; l'investissement privé, bien orienté au premier semestre, a marqué le pas en fin d'année, en raison de la baisse de celui des entreprises. Cependant, le maintien d'une commande publique robuste tout au long de l'année, grâce notamment aux grands travaux, a permis de conserver un niveau de croissance annuel à nouveau relativement élevé.

1 - L'économie réunionnaise en ralentissement

La consommation des ménages reste dynamique malgré une forte décélération en fin d'année

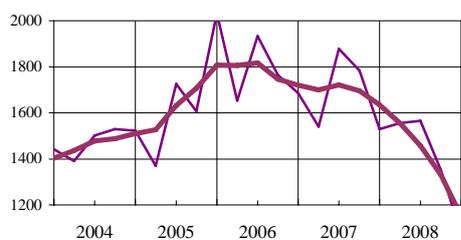
Habituellement principal moteur de la croissance économique réunionnaise, la consommation des ménages est restée dynamique au premier semestre pour se contracter en fin d'année. Après avoir fortement progressé au premier semestre (+6,2% contre une baisse de 2,2% au cours de la même période en 2007), les importations de biens d'équipement et de produits courants destinés aux ménages se sont ralenties au cours de la deuxième partie de l'année (+1,0% par rapport à 2007), en particulier au quatrième trimestre (-0,4%). La diminution de 2,8% des ventes de véhicules de tourisme au cours de l'année (23 385 véhicules vendus), alors qu'elles avaient progressé de 7,4% en 2007 (pour 24 052 véhicules vendus), accentue cette tendance. Ces chiffres sont corroborés par le net ralentissement de la progression des encours bancaires de crédits à la consommation octroyés par les établissements de crédits locaux au cours de la même période : +0,9% sur un an, atteignant 1,7 milliard d'€, contre +3,7% un an auparavant.



La commande publique demeure le principal moteur de l'investissement

L'investissement des ménages reste bien orienté mais poursuit sa décélération. L'encours des crédits à l'habitat croît de 7,1% en 2008 contre +11,1% un an auparavant ; il atteint presque 4,1 milliards d'€, ce qui représente plus des deux tiers de l'endettement des ménages et un tiers des financements accordés à l'économie par les établissements de crédit locaux. Ces chiffres sont en phase avec les attestations de conformité de logements neufs délivrées par le Consuel qui révèlent un bon niveau de construction au cours de l'année (11 270 attestations délivrées en 2008) mais en retrait par rapport à 2007 (12 932).

Ventes de véhicules utilitaires et industriels



Source : Sorefi (données trimestrielles - CVS)

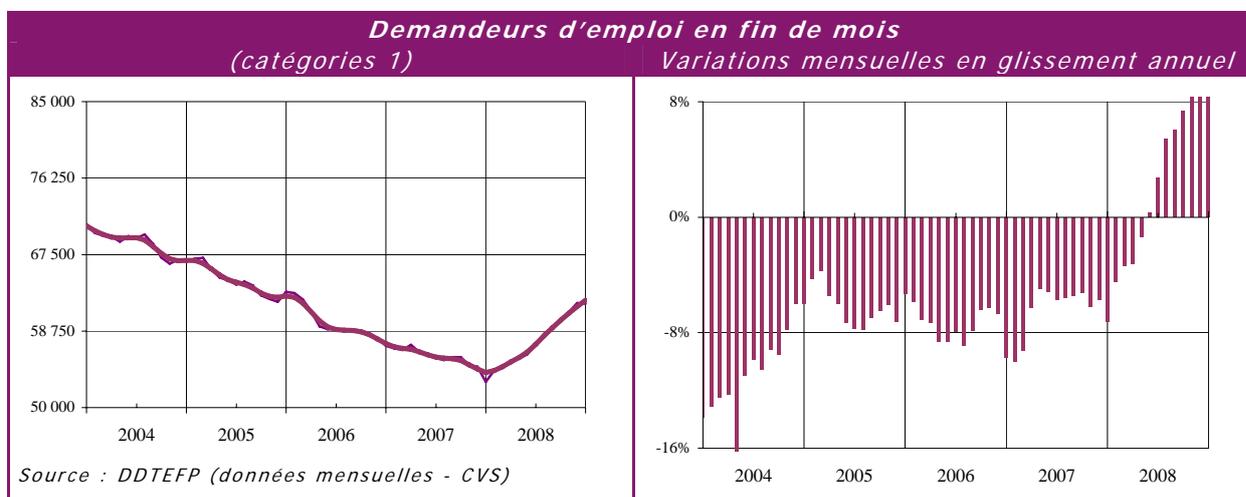
L'évolution de l'investissement des entreprises est plus nuancée. Le bon niveau d'importation des biens d'équipement au premier semestre (+14%) compense le ralentissement enregistré au cours de la seconde partie de l'année ; sur douze mois, la progression est de 1,9%. En revanche, les ventes de véhicules utilitaires fléchissent nettement : -14,5% sur l'année (5 740 véhicules vendus contre 6 711 en 2007). Cette inflexion est confirmée par l'évolution des encours de crédits d'investissements qui progressent de 6,6% en un an, atteignant 2,9 milliards d'€, contre +13,2% un an auparavant. Il semblerait que les anticipations de diminution de l'activité, conjuguées à la hausse des taux d'intérêts, aient incité les chefs d'entreprises à modérer leurs investissements.

La commande publique, dopée par les grands travaux et notamment la route des Tamarins, l'extension du Port Est, la nouvelle prison de St-Denis et l'achèvement du Boulevard Sud, qui viennent compléter les chantiers récurrents dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'ensemble des constructions publiques, aura une fois de plus joué un rôle de moteur de l'économie. Sa hausse sur l'ensemble de l'année devrait être limitée aux alentours de +3% contre +16% en 2007, mais le montant des investissements se situe à un niveau historiquement élevé : il devrait atteindre 885 millions d'€, à comparer à une moyenne annuelle du montant de la commande publique de 500 millions d'€ sur la période 1998-2008. Sur ce total, 661 millions d'€ sont affectés aux travaux publics – montant équivalent à celui de 2007 – et 224 millions d'€ aux constructions – contre 200 millions d'€ en 2007.

Le marché de l'emploi se dégrade...

Cet environnement globalement moins favorable s'est directement traduit par une détérioration continue et significative du marché de l'emploi, inversant la tendance vertueuse enregistrée depuis plusieurs années. Après trois années de baisse rapide, le taux de chômage est quasiment stable à 24,5% (24,2% en 2007) et le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie 1 progresse de 16,8% à 61 462 fin 2008 (contre -5,7% à 52 602 un an auparavant). Cette hausse s'accompagne logiquement d'une progression parallèle de 13,7% du nombre des chômeurs indemnisés qui atteignent 44 100 contre 38 774 un an auparavant. Par ailleurs, le marché de l'emploi réunionnais se caractérise par une précarisation des emplois proposés avec une baisse de 17,3 % des offres d'emplois durables (contrat de plus de six mois) et une hausse de 7,3% des offres d'emplois dont la durée de contrat est courte (inférieure à six mois).

A rebours de ces indicateurs, le nombre des allocataires du RMI et du RSO continue de diminuer : -3,3% à fin novembre, soit 71 262 bénéficiaires contre 73 666 un an auparavant.



Source : DDTEFP (données mensuelles - CVS)

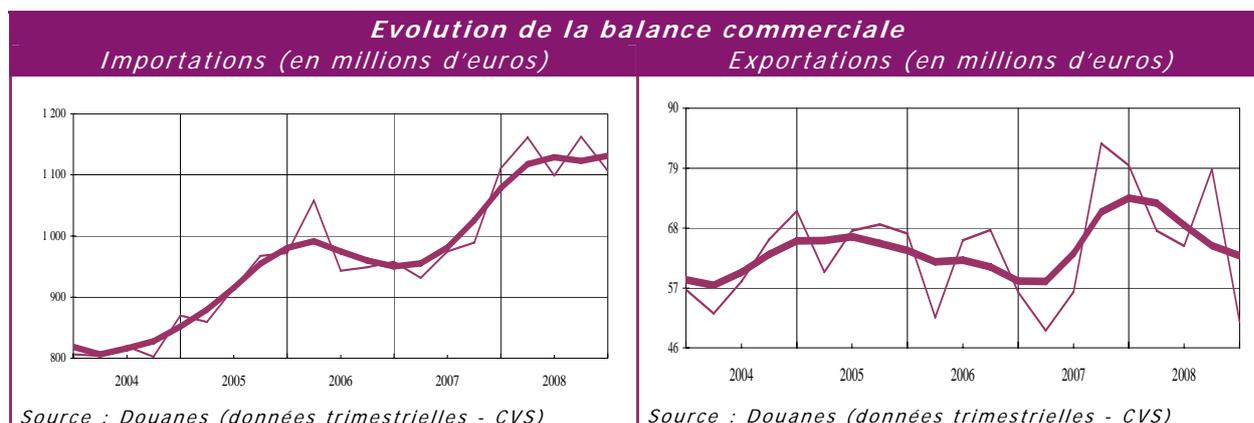
... et l'inflation se renforce

Initiée dès la fin de l'année 2007 avec la hausse significative des prix des matières premières, la reprise de l'inflation s'est poursuivie sur la majeure partie de l'année avec un indice moyen des prix à la consommation qui progresse de 3% sur l'année contre +1,4% l'année précédente. Comme en 2007, près de la moitié de la hausse des prix est imputable à l'alimentation (+6,6%) ce qui peut s'expliquer par la hausse des coûts de production liée à la hausse des prix des matières premières, des carburants et des engrais. Les « services » (en hausse de 1,9%), tirés par les transports et communications (+4,9%) et les loyers (+3%), contribuent pour plus d'un quart à l'inflation moyenne. Après avoir diminué en 2007, l'énergie est en forte hausse (+7,2%) du fait notamment des produits pétroliers (+9,2%), mais elle ne contribue que faiblement à l'inflation moyenne. Les produits manufacturés ont limité leur progression à 0,8%.

Le déficit de la balance commerciale se creuse

Inversant la tendance de l'année 2007, les exportations diminuent de 5,1% sur l'ensemble de l'année 2008 (contre +13,7% un an auparavant) à 257 millions d'€. Elles sont principalement orientées vers Mayotte (majoritairement des réexportations), Madagascar (produits agricoles), l'Asie (produits de la pêche) et l'Europe (alcools). Parallèlement, les importations de biens, qui représentent l'essentiel des importations, ont progressé de 12,6% à 4,5 milliards d'€ sur l'ensemble de l'année, après avoir enregistré une croissance très modérée de +3,0% un an auparavant. Le déficit structurel de la balance commerciale se creuse donc à 4,2 milliards d'€ à fin novembre contre 3,7 milliards d'€ un an auparavant et le taux de couverture s'établit à 5,7% contre 6,6% un an auparavant.

L'activité touristique s'est en revanche améliorée : l'enquête « flux touristiques » révèle une amélioration (+5,7% au premier semestre 2008 par rapport au premier semestre 2007). La Réunion devrait retrouver des niveaux de fréquentation proches de ceux de 2005, c'est-à-dire avant la crise sanitaire liée au chikungunya.



Une évolution différenciée par secteur d'activité

Cette année encore le secteur du **bâtiment et des travaux publics** aura constitué un facteur primordial de la croissance d'ensemble, bénéficiant du niveau encore très élevé de la commande publique (grands travaux) et dans une moindre mesure des constructions privées (logements, bureaux). Cette croissance continue s'est cependant infléchie : les effectifs du BTP diminuent de 0,7% sur un an à fin décembre 2008 (22 808 personnes) après plusieurs années de croissance à deux chiffres et les ventes de ciments sont en baisse de 5,9% à 583 000 tonnes sur l'ensemble de l'année (contre +8,9% à 620 000 tonnes un an auparavant), révélant une contraction des investissements.

L'**industrie manufacturière** a également enregistré un ralentissement marqué, qu'illustre la forte diminution des importations de biens intermédiaires (-26,4% en glissement annuel à 41 845 tonnes au quatrième trimestre 2008).

Le **secteur primaire** a évolué à contre courant de l'ensemble de l'économie du département. Toutefois, la bonne orientation du secteur en fin d'exercice n'aura pas permis de compenser les mauvais chiffres du premier semestre et de nombreux indicateurs sont orientés négativement sur l'ensemble de l'année : diminution des abatages de bovins (-6,9% à 1 783 tonnes), de porcins (-6,5% à 11 554 tonnes) et de volailles (-12,8% à 8 457 tonnes) en dépit des mécanismes de régulation des prix mis en place par les structures interprofessionnelles, alors que les importations progressent parallèlement ; réduction de la collecte de lait de 5,6% à 22,7 millions de litres. Seules les exportations des produits de la pêche se renforcent significativement (+83% à 1 035 tonnes).

Les résultats de l'**industrie agroalimentaire** sont relativement mal orientés sur l'ensemble de l'année avec une diminution des exportations (-17,3% à 180 000 tonnes) en dépit de la bonne tenue des exportations de sucre et mélasse pour les trois premiers trimestres¹ (+11,4% à 109 000 tonnes) et de poisson au cours de la même période (+14,9% à 5 429 tonnes). Enfin, la campagne sucrière 2008/2009 est jugée dans l'ensemble satisfaisante grâce aux bons résultats du bassin cannier du Sud qui ont compensé ceux plus mesurés du Nord. Avec 1 774 milliers de tonnes de cannes manipulées, chiffre proche de la moyenne décennale de 1 846 milliers de tonnes, le volume est en hausse de plus de 10% sur celui de l'année précédente (plus mauvaise de la décennie avec 1 575 milliers de tonnes de cannes manipulées). La richesse saccharimétrique s'est établie à 14%, supérieure de 0,2 point à la moyenne décennale.

Le **tourisme** affiche des résultats satisfaisants. La haute saison touristique de l'île (particulièrement les mois d'octobre et de novembre) s'est caractérisée par de bons chiffres de fréquentation des aéroports du département qui ont enregistré pour le dernier trimestre un nombre de passagers (corrige des variations saisonnières) en croissance de 2,2% sur la ligne Réunion/Métropole par rapport à 2007 mais aussi de 2,3% par rapport à 2005, année qui précédait l'épidémie de chikungunya. Toutefois, l'île n'a pas profité à plein des disponibilités supplémentaires offertes par les compagnies aériennes (croissance de 13,9% en glissement annuel des mouvements d'avion au cours de la même période). La haute saison a également été marquée par de bons taux d'occupation dans les différents types d'hébergement. Les hôteliers adhérents de l'Union des hôteliers de La Réunion ont vu croître en moyenne le

¹ Dernières données communiquées

remplissage de leur hôtel de 4,8 points par rapport à 2007 (79,5% au dernier trimestre 2008 contre 74,7% un an auparavant) et de 1,8 point par rapport à 2005. Les gîtes de montagne adhérents à la centrale de réservation de l'IRT (Ile de la Réunion Tourisme) retrouvent le niveau de fréquentation d'avant la crise sanitaire liée au chikungunya mais les taux d'occupations des gîtes ruraux restent encore en retrait par rapport à cette époque malgré la forte croissance enregistrée en 2008.

2 - Une fin année plus difficile pour les établissements de crédits

Qu'elle soit mesurée par le niveau des encours de crédits ou de la collecte de dépôts, l'activité des établissements de crédit locaux¹ a continué de progresser, accompagnant la croissance globale de l'économie sur l'ensemble de l'année. Néanmoins le rythme de croissance a confirmé un ralentissement à l'oeuvre depuis plusieurs trimestres, notamment en fin d'année avec le ralentissement de conjoncture de l'économie réunionnaise.

L'encours des crédits octroyés progresse de 7,3% (+12,4% en 2007) et s'établit à 12,5 milliards d'€. Ce dynamisme est essentiellement imputable aux crédits aux entreprises qui augmentent de 11,2% sur un an (à 5,6 milliards d'€) et notamment aux crédits d'exploitation (+14,5% à 1,3 milliard d'€) alors que les crédits d'investissement marquent le pas (+6,6% à 2,9 milliards d'€ contre +13,2% un an auparavant), traduisant la prudence des chefs d'entreprises quant aux perspectives de développement de leur activité. Les ménages demeurent les premiers emprunteurs avec 6 milliards d'€ d'encours, mais la progression de ces derniers a fortement ralenti : +7,1% pour ce qui concerne les crédits à l'habitat (4,1 milliards d'€) contre +11,1% en 2007 et +15% en 2006 ; +0,9% pour les crédits à la consommation, qui s'établissent à 1,7 milliard d'€ contre +3,7% en 2007 et 7,9% en 2006. En ce qui concerne l'habitat, cette décélération peut s'expliquer par le ralentissement brutal enregistré sur le marché de l'immobilier réunionnais mais également par l'évolution des prix qui ont clairement atteint un plafond et tendent désormais à se stabiliser.

Parallèlement, la collecte des dépôts n'a que très faiblement progressé sur l'ensemble de l'année (+0,6%). Ainsi, l'écart entre les dépôts et les encours de crédits consentis par les établissements de crédits locaux a continué de se creuser, passant de 800 millions d'€ à 2,4 milliards d'€, alors que, dans le même temps, une partie significative de l'épargne collectée est orientée vers des produits financiers (assurance vie, produits de marché,...) gérés hors du département. Ce découplage entre la progression des encours de crédits et celle des dépôts a de nouveau obligé les établissements à accroître leurs refinancements interbancaires. Si la crise financière internationale ne s'est pas traduite à La Réunion par une crise de liquidité, les tensions sur les marchés financiers se sont répercutées sur le coût du refinancement interbancaire qui a fortement augmenté au cours de la majeure partie de l'année (le pic a été atteint à la mi-octobre). Il en est résulté un nouvel accroissement du coût de la ressource des établissements de crédit.

Contrairement aux précédents exercices, les établissements de crédits estiment avoir pu répercuter partiellement la hausse de leur coût de refinancement sur leurs taux de sortie, ce qui a pu stopper l'érosion de leurs marges constatée depuis plusieurs années.

Dans la définition de leur politique de sélection et d'octroi de nouveaux crédits, tant en faveur des entreprises que des particuliers, les établissements de crédit tiennent compte du retournement de conjoncture enregistré en fin d'année et des perspectives pessimistes à court terme. L'ensemble des banques fait état d'une dégradation progressive du risque au cours de l'année ; au 31 décembre 2008, le taux de créances douteuses est remonté à 4,9% contre 4,7% à fin 2007. D'une façon générale la crise financière internationale n'a pas directement touché les banques réunionnaises qui n'étaient pas exposées sur les produits financiers concernés, mais le resserrement du crédit en métropole a vraisemblablement contribué à ralentir les acquisitions de biens immobiliers par des personnes situées hors de La Réunion (qui représentent environ 80 % des acquéreurs de biens neufs en défiscalisation), accélérant les difficultés du secteur immobilier qui se traduisent par des retards dans la commercialisation de certains programmes et une forte diminution des mises en chantier. Cela a encouragé les banques à renforcer leur sélectivité sur ce secteur, voire à plafonner leur exposition globale.

L'effet volume lié à la progression de l'activité, la possible stabilisation des marges en cours d'année et le maintien du niveau des commissions laissent espérer une nouvelle hausse des PNB. Cependant, les établissements semblent revoir à la baisse leurs niveaux de progression qui se situeraient désormais autour de +2% (contre +4% en 2007). Le renforcement de la rentabilité généré par les efforts de maîtrise des frais généraux sera vraisemblablement atténué par l'évolution globalement défavorable du risque. Hors éléments exceptionnels, les résultats nets évolueront de façon variable entre les établissements et leur agrégation devrait les situer à un niveau inférieur à celui de 2007.

¹ Les établissements locaux sont les établissements de crédits installés dans le département, qui publient un bilan et un compte de résultat retraçant l'activité locale.